



CICR



REUTERS/Damir Sagoli

VUE GÉNÉRALE

Des victimes d'armes à dispersion vivent aujourd'hui dans au moins 21 pays et quatre régions d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Asie et d'Europe. Une étude publiée par Handicap International en 2007 a confirmé que les armes à dispersion avaient blessé ou tué 13 306 personnes. Les hommes constituent les victimes les plus fréquentes. Souvent attirés par la forme, la taille et la couleur des armes à dispersion, les enfants représentent la seconde catégorie de victimes ; les jeunes garçons sont particulièrement exposés à ce danger en raison des activités qui leur sont souvent confiées dans les communautés rurales (travaux des champs et surveillance du bétail, par exemple). Dans la plupart des zones contaminées, les femmes représentent un pourcentage plus faible des victimes d'armes à dispersion.

Les survivants des incidents dus aux armes à dispersion souffrent souvent de graves blessures par effet de souffle ou projection d'éclats. Beaucoup d'entre eux ont besoin d'une assistance à long terme, incluant des soins médicaux et des services de rééducation physique, un soutien psychosocial et une aide en vue de leur réinsertion socio-économique.

Producteur de champignons, Do Thien Dang a survécu à l'explosion d'une sous-munition d'arme à dispersion, mais il restera handicapé à vie.

REUTERS/Nguyen Huy Kham

LES VICTIMES D'ARMES À DISPERSION

QUE SAVONS-NOUS, ET QUE DEVRIONS-NOUS FAIRE ?

QUELLES SONT, POUR LES VICTIMES, LES CONSÉQUENCES DES INCIDENTS DUS AUX ARMES À DISPERSION ?

Les personnes qui survivent à l'explosion d'une sous-munition présentent souvent de graves blessures, souvent multiples, dues à l'effet de souffle ou à la projection d'éclats. Elles souffrent non seulement de lésions des organes vitaux mais aussi parfois de l'amputation traumatique d'un ou plusieurs membres. Les blessures aux yeux sont fréquentes. De plus, à la différence des autres débris de guerre explosifs, les sous-munitions font généralement plusieurs victimes – tuées ou blessées – lors d'un seul incident (CICR). Au **Laos**, par exemple, les sous-munitions ont été responsables de 43 % de tous les incidents ayant été causés par des restes explosifs de guerre et ayant fait plusieurs victimes (Handicap International, 2007).

Les blessures physiques sont couramment accompagnées par un traumatisme psychologique. Les survivants souffrent d'une perte de leur dignité et de leur estime de soi ; ces personnes sont en outre souvent en butte à la discrimination et à l'ostracisme. L'impact psychologique est

plus grave encore quand un blessé n'est plus capable de remplir le rôle qu'il jouait précédemment au sein de sa famille ou de sa communauté. S'ils souffrent d'un lourd handicap, les survivants peuvent ne pas être capables de reprendre leur ancien travail et risquent donc de se trouver au chômage.

La plupart des pays et des régions où vivent les communautés touchées sont pauvres et l'agriculture constitue le secteur principal de leur économie. Au **Tchad**, par exemple, les zones infestées sont principalement des régions rurales, où les agriculteurs et les bergers ne disposent que de faibles revenus (Handicap International, 2007). La contamination due aux sous-munitions risque d'augmenter la vulnérabilité de ces communautés en entravant l'accès aux terres cultivées et aux sources d'eau. Au lendemain d'un conflit, la présence d'une telle menace peut aussi constituer un obstacle à la reconstruction et à la remise en état des maisons, écoles, routes et autres infrastructures.



Selon Handicap International, les pays et régions où vivent aujourd'hui des victimes d'armes à dispersion sont les suivants :

Afghanistan

Albanie

Arabie saoudite

Bosnie-Herzégovine

Cambodge

Croatie

Érythrée

Éthiopie

Haut-Karabagh

Irak

Israël

Kosovo

Koweït

Laos

Liban

Monténégro

Sahara occidental

Serbie

Sierra Leone

Soudan

Syrie

Tadjikistan

Tchad

Tchéchénie

Viet Nam

QUI SONT LES VICTIMES DES ARMES À DISPERSION ?

Les informations sur les victimes des armes à dispersion sont souvent difficiles à obtenir pour deux raisons. D'une part, ces données ne sont pas toujours séparées de celles qui concernent les victimes d'accidents causés par d'autres engins non explosés ; d'autre part, les accidents de ce type ne sont pas toujours signalés. Il est clair, cependant, que là où elles ont été employées à grande échelle, les armes à dispersion causent un nombre important de pertes civiles qui auraient pu être évitées.

Les hommes sont, de manière générale, les victimes les plus fréquentes des armes à dispersion. Au **Laos**, par exemple, ils représentent 84,1 % du nombre total de personnes tuées ou blessées (Handicap International, 2007). Sur le plan économique, la perte est considérable pour les familles quand les hommes tués ou blessés sont aussi les principaux apporteurs de revenu du ménage.

Pour les hommes incapables d'assumer dès lors leur rôle en tant que principal apporteur de revenu, l'impact psychologique est aussi considérable, spécialement en raison du manque, dans de nombreux pays, de programmes de rééducation physique et de réadaptation, d'assistance financière et de formation professionnelle.

Les enfants sont aussi souvent victimes des sous-munitions d'armes à dispersion. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène. D'une part, les enfants sont particulièrement attirés par la forme, la taille et la couleur des sous-munitions. D'autre part, dans de nombreuses sociétés, les enfants doivent assumer des activités de subsistance qui les exposent à des risques. Les jeunes garçons sont particulièrement en danger et, dans la plupart des cas, constituent le second groupe le plus important de victimes après les hommes (Handicap International, 2007).

Au **Kosovo**, au cours de l'année qui a suivi le conflit (mars 1999-août 2000), les garçons de moins de 18 ans ont représenté 62,5 % des victimes civiles (Handicap International). Les victimes (tuées ou blessées) des sous-munitions ont été cinq fois plus souvent âgées de moins de 14 ans que les victimes des mines antipersonnel (CICR). Au **Laos**, selon les données collectées depuis 1999 par le Programme national lao d'élimination des munitions non explosées (UXO LAO) dans les zones où cet organisme intervient, les enfants représentent plus de la moitié des victimes. Au **Cambodge**, les garçons âgés de 6 à 15 ans représentent 37,8 % de toutes les victimes des sous-munitions d'armes à dispersion (Handicap International, 2007).

Les incidents impliquant des enfants surviennent d'ordinaire alors que les victimes jouent, travaillent pour assurer leur subsistance ou récupèrent de la ferraille.

En **Afghanistan**, les enfants constituent 36,3 % du nombre total de victimes (40 % dans la période qui suit immédiatement un bombardement). L'activité la plus fréquente, au moment où ces accidents se produisent, est la surveillance du bétail – de fait, les enfants constituent 52 % des personnes tuées ou blessées alors qu'elles gardent du bétail (Handicap International, 2007). Au **Laos**, le prix des métaux ayant considérablement augmenté entre 2002 et 2005, il a été signalé que des enfants étaient régulièrement occupés à ramasser de la ferraille, récupérant notamment des engins explosifs (GICHD).

Outre leurs blessures physiques, les enfants victimes d'armes à dispersion souffrent souvent de troubles tels que flashbacks, cauchemars, perte de mémoire, manque de concentration et modifications du comportement.

Les femmes sont moins souvent victimes de ce type d'armes. Cependant, le nombre de femmes victimes est plus élevé dans les pays qui comptent davantage de ménages dirigés par des femmes, celles-ci assumant des activités de subsistance dont s'acquittent traditionnellement les hommes (c'est-à-dire la surveillance du bétail, les travaux des champs et la collecte de bois). Au **Tadjikistan**, pays où dans certaines zones jusqu'à 50 % de la main d'œuvre masculine travaille à l'étranger, les femmes représentent 17 % des victimes d'incidents dus aux sous-munitions, les filles et fillettes 10 % (Handicap International, 2007).

Outre l'impact psychologique, les femmes dont le mari a été tué ou blessé par une arme à dispersion rencontrent souvent des difficultés pour obtenir un emploi, en particulier lorsque cela va à l'encontre des normes socioculturelles locales.

Dans plusieurs pays, **les personnes de retour** (ou sur le chemin du retour) dans leurs foyers sont les principales victimes. Au **Viet Nam**, par exemple, 52,4 % de l'ensemble des victimes des armes à dispersion ont été blessées ou tuées lors d'incidents survenus au cours des cinq années qui ont suivi la guerre : de fait les personnes rentrant chez elles une fois le conflit terminé constituent le groupe le plus nombreux de personnes à risques (Handicap International, 2007).

En août 2006, environ un million de personnes ont fui le **Sud-Liban** à cause du conflit. Une semaine après le cessez-le-feu, 60 à 70 % de ces personnes avaient regagné leurs foyers : quelque 33,8 % des décès et des blessures causés par les sous-munitions sont survenus au moment où les gens rentraient dans leur village et allaient vérifier l'état de leur habitation (Handicap International, 2007).



ARMES À DISPERSION : LES VICTIMES

Les enfants sont des victimes fréquentes des sous-munitions d'armes à dispersion. Sobhi Abbas a été blessé alors qu'il jouait avec l'un de ces engins.

AP/Mohammed Zaatari

DE QUELLE AIDE LES VICTIMES D'ARMES À DISPERSION ONT-ELLES BESOIN ?

Les besoins des victimes d'armes à dispersion doivent être envisagés dans un contexte plus large, celui de l'accès inadéquat aux services dont pâtissent en général les victimes des conflits armés.

L'assistance en faveur des victimes des armes à dispersion devrait comporter plusieurs volets : soins d'urgence et soins médicaux, services de rééducation physique, soutien psychosocial et programmes de réinsertion socio-économique permettant aux survivants de retrouver leur place au sein de la société. L'accès aux informations relatives aux établissements de soins, aux centres de rééducation physique et aux programmes de réinsertion constitue, lui aussi, un important aspect de l'assistance aux victimes.

Les programmes d'assistance devraient non seulement être axés sur les personnes directement touchées, mais aussi sur leurs familles et sur leurs communautés. L'assistance aux victimes est une activité à long terme qui doit se poursuivre même après que toutes les sous-munitions non explosées aient été enlevées.

Une législation et des politiques publiques doivent être mises en œuvre : il s'agit à la fois de protéger les droits des personnes handicapées (y compris les survivants d'incidents dus aux armes à dispersion) contre la discrimination et de faire en sorte que ces personnes aient une égalité d'accès aux infrastructures publiques, aux programmes sociaux, à l'éducation et à l'emploi. Aider les survivants ne se borne

pas à résoudre des problèmes de soins médicaux ou de rééducation physique – il s'agit également de protéger leurs droits humains fondamentaux. De fait, la ratification et la mise en application, par les États, de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, qu'ils ont récemment adoptée (décembre 2006), constituent des étapes importantes sur la voie de la mise en œuvre d'une approche intégrée visant à répondre aux besoins des survivants.

LES VICTIMES D'ARMES À DISPERSION REÇOIVENT-ELLES L'AIDE DONT ELLES ONT BESOIN ?

Le problème le plus grave réside dans la dangerosité de l'environnement qui accompagne tout conflit armé. Cela signifie que les besoins – en termes de soins médicaux et de services de rééducation physique – augmentent précisément au moment où la capacité de fournir de tels services diminue.

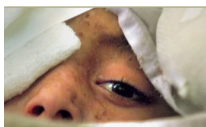
L'existence de ces dangers rend aussi plus difficile la collecte de données fiables, pourtant nécessaires pour orienter les efforts d'assistance. Une assistance efficace dépend de l'exactitude des données portant sur l'impact des armes à dispersion ainsi que sur d'autres besoins existant dans un contexte donné.

Manque de sécurité, éloignement ou système de santé défaillant sont autant de raisons expliquant pourquoi, dans de nombreuses zones infestées de sous-munitions d'armes à dispersion, la population n'a qu'un accès limité aux établissements de soins ou aux programmes d'assistance aux victimes.

Pour les familles des survivants, le coût du traitement médical requis peut être exorbitant. Bien souvent, il leur faut vendre leur principale source de revenu (leur bétail, par exemple) pour payer les factures des premiers soins prodigués à l'hôpital, des soins de suite et de la rééducation physique. Les frais de transport peuvent, en eux-mêmes, constituer un énorme fardeau,

l'établissement le plus proche dispensant des soins médicaux ou des services de rééducation physique étant souvent à des heures de l'endroit où l'incident s'est produit.

Comparée à d'autres problèmes urgents, tels que la poursuite des violences ou la pandémie de VIH/sida, l'assistance aux victimes d'armes à dispersion n'est pas toujours perçue comme une priorité, même par les communautés touchées elles-mêmes.



SOURCES:

Handicap International, *Circle of Impact: The Fatal Footprint of Cluster Munitions on People and Communities*, mai 2007.

Centre international de déminage humanitaire de Genève, *A Study of Scrap Metal Collection in Lao PDR*, septembre 2005.

CICR, *Bombes à dispersion et mines terrestres au Kosovo – les pièges explosifs de l'après-guerre*, juin 2001.

CICR, *Les restes explosifs de guerre : héritage meurtrier des conflits armés modernes*, juillet 2004.

Human Rights Watch, *Cluster Bombs in Afghanistan*, octobre 2001.

Human Rights Watch, *World Report 2004: Cluster Munitions: Toward a Global Solution*.